

*Convention sur la diversité biologique – Nagoya,
28 octobre 2010
Allocution de SAS le Prince*

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Chaque jour, des espèces sont menacées,
leur habitat est fragilisé, leur survie mise en péril.

Ce phénomène est alarmant. Il risque fort
de s'accroître dans les décennies à venir, du fait
notamment du changement climatique et de
l'expansion des activités humaines.

Avec chacune de ces espèces, aussi modeste soit-elle, aussi éloignée de nous semble-t-elle, c'est un peu de l'équilibre de notre planète qui se joue.

Avec elles, ce sont des écosystèmes entiers, base de la vie sur Terre, qui sont en danger : je pense en particulier aux mangroves, aux récifs coralliens et aux forêts tropicales.

Cette sixième crise d'extinction majeure de la vie sur terre n'a qu'une cause : l'homme. L'homme, c'est-à-dire nous, qui sommes ici pour tenter d'enrayer le phénomène.

Ayant des responsabilités particulières, nous sommes, Mesdames et Messieurs, tenus

plus que d'autres de tout faire pour préserver notre environnement. Sachons qu'en cas d'échec, nous devons en assumer plus que d'autres le poids lourd de conséquences, y compris pour nous humains.

Car aujourd'hui nous savons. La science et la technologie nous permettent de connaître les dommages que nous causons.

Nous savons qu'à profiter de manière inconséquente de la nature, nous avons entamé son capital - notre capital à tous, laissant si nous ne faisons rien les générations à venir subir les conséquences de nos débordements.

Nous ne sommes pourtant pas dépourvus d'outils pour agir. De nouveaux concepts sont à

notre disposition, comme la valorisation économique de la biodiversité et des services rendus par les écosystèmes. Ils s'appuient sur des bases scientifiques solides et suffisantes pour la prise de décision, sur de nouvelles échelles de valeurs permettant une meilleure intégration de tous les secteurs économiques et politiques, tout ceci constituant les prémices d'une économie verte.

L'époque où la conservation de la nature était considérée comme un luxe est désormais révolue.

Je sais bien que les peuples que nous représentons ont parfois tendance à sous-estimer les enjeux environnementaux. En ces temps de crise, leur vie quotidienne est souvent trop

incertaine pour qu'ils s'investissent dans des enjeux qui paraissent bien lointains.

Est-ce une raison pour détourner nos yeux du danger ?

Notre devoir impérieux est de garantir aux générations futures les conditions d'une existence préservée et la faculté de faire leur propres choix de société.

Agir selon ces principes peut sembler une évidence ; il s'agit en réalité d'une rupture profonde par rapport à nos modes de décision habituels, prisonniers du court terme. Cette rupture sera forcément difficile, mais il est temps de l'accomplir, quel qu'en soit le coût immédiat.

Car nous ne devons pas nous leurrer : les efforts importants que nous devons consentir pour l'avenir ne nous attireront pas forcément la reconnaissance de la génération présente. Habitée à l'égoïsme, elle nous reprochera sans doute de nous être temporairement détournés de ses besoins immédiats.

Pour prévenir ce risque, nous avons à l'égard de nos contemporains un devoir de pédagogie. Celui-ci tourne à mon sens autour de quatre enjeux.

Tout d'abord un combat moral : faire comprendre aux hommes que le sens de l'histoire n'est plus d'affirmer une puissance humaine construite sur la domination de la nature. Le sens de l'histoire est de comprendre l'insertion de

l'Homme dans son environnement, de reconnaître les dettes de l'ère industrielle et de construire avec notre Planète une relation plus respectueuse, plus équilibrée.

Deuxième enjeu, très concret, celui du développement. Dans un monde où l'innovation est reine, l'ambition de rétablir cette harmonie avec la nature ne saurait en aucun cas être une régression pour les humains. Si elle les oblige à des ajustements conséquents, elle doit aussi être l'occasion de promouvoir une croissance renouvelée et rééquilibrée.

A cet égard, les travaux de valorisation de la biodiversité, dans le processus TEEB, paraissent extrêmement prometteurs. Il n'est plus possible de continuer à détruire notre

environnement en considérant naïvement qu'il n'a aucune valeur. Les décisions économiques, les choix de développement et de consommation de l'espace comme des biens doivent intégrer ces valeurs. C'est le seul moyen de faire en sorte que les progrès socio-économiques ne soient pas synonymes de régression écologique.

A partir de cette valorisation de la biodiversité et des services rendus par les écosystèmes, le troisième enjeu consiste en une révision de nos priorités politiques. La crise de la biodiversité n'est pas seulement une crise qui affecte la nature ; c'est d'abord la résultante des choix des décideurs, qu'ils soient nationaux ou internationaux.

Si la crise climatique a conquis un espace médiatique jusqu'alors inégalé, la biodiversité rencontre encore des difficultés à mobiliser et reste bien souvent limitée aux bons sentiments.

Or, si nous ne sommes pas capables de donner la priorité aux services écosystémiques, nos efforts pour maintenir ou rétablir l'intégrité de notre planète ne seront pas durables.

C'est le message délivré par le Professeur Edward O. Wilson, lorsque je lui ai remis en 2009 le Prix de ma Fondation, message que nous devrions tous partager.

Le quatrième enjeu, enfin, est celui de l'action. Nous devons nous méfier d'un discours qui, à force d'être inquiet, ne serait plus

qu'inquiétant. Il est encore possible d'agir. Sur un sujet qui nous concerne tous, chacun peut être utile.

C'est ma conviction, celle qui me pousse à mobiliser les moyens dont je dispose pour ne pas rester sans agir face au danger qui menace.

J'ai donné des orientations très claires à mon Gouvernement en matière de biodiversité. Il est engagé dans plusieurs combats importants, en particulier la durabilité de l'exploitation des ressources halieutiques, avec un effort particulier sur le thon rouge et la création d'aires marines protégées en Méditerranée. C'est aujourd'hui la manière la plus efficace de sauvegarder la biodiversité marine.

Mais les pouvoirs publics ne peuvent pas tout. Face à un enjeu aussi vaste et complexe, il faut mobiliser toutes les forces possibles. C'est pourquoi la Fondation que j'ai créée contribue à de nombreux projets de préservation de la biodiversité, en particulier dans les zones tropicales, en Méditerranée et dans les régions polaires.

Ces actions, conduites en partenariat avec des acteurs locaux, sont parfois modestes. Elles n'en contribuent pas moins, je crois, à faire ne pas céder à la tentation de la fatalité.

Mesdames et messieurs,

Chers amis,

Nous avons connu trop d'échecs, trop de désillusions pour nous résigner à ce que ce sommet engendre une amertume supplémentaire.

Les engagements pris en 2002 à Johannesburg n'ont pas été tenus. L'année 2010 ne s'achève pas, pour la biodiversité, de manière positive.

Nous n'avons pas réussi à faire de Copenhague le grand moment de courage que nous espérons.

C'est à nous, et à nous seuls, qu'il appartient de faire que la Conférence d'aujourd'hui ne s'achève pas sur de semblables

regrets, mais qu'elle marque au contraire un nouveau départ.

Il en va de notre responsabilité.

Je vous remercie.